



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
au Colloque parlementaire de la section du Royaume-Uni de
l'APC sur les changements climatiques**

**Section canadienne
de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)**

**Londres, Royaume-Uni
Du 26 au 30 novembre 2007**

La Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth était représentée par l'honorable John McKay, c.p., député et M. Bob Mills, député au Colloque parlementaire de la section du Royaume-Uni de l'APC sur les changements climatiques tenu à Londres, Royaume-Uni, du 26 au 30 novembre 2007, et a l'honneur de présenter son

Report

Aperçu

Nous sommes arrivés à Londres le lundi 26 novembre, après avoir pris un vol de nuit en provenance du Canada. Les représentants de la section britannique de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC, section du Royaume-Uni) sont venus nous chercher à l'aéroport Heathrow, puis nous ont escortés jusqu'à notre hôtel.

En soirée, nous avons assisté à une réception où nous avons eu l'occasion de rencontrer les délégués des autres pays du Commonwealth participant à la conférence, en plus des représentants de quelques nations qui ne sont pas membres du Commonwealth. Le premier ministre britannique, Gordon Brown, accompagné des Présidents de la Chambre des communes britannique et de la Chambre des lords, a souhaité la bienvenue aux délégués.

Au cours des trois jours suivants, nous avons observé un sentiment omniprésent chez nos collègues : la nette volonté de prendre de toute urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques. D'après ce que nous avons observé, la très grande majorité des délégués présents à la conférence considéraient que la Conférence des Parties de Bali ne marquerait que le début de négociations inévitablement intenses et souvent litigieuses sur la nature de l'approche mondiale post-Kyoto (après 2012) pour faire face aux changements climatiques. Les délégués ont également exprimé l'espoir que les négociations permettent d'en arriver à un consensus unanime entre tous les participants lors de la réunion de Copenhague en 2009.

Pratiquement tous les intervenants présents à la conférence étaient d'avis que les changements climatiques constituaient une menace réelle et existentielle pour notre survie en tant qu'espèce.

Même si tous les intervenants s'entendaient pour dire que nous devons poursuivre nos efforts en vue de réduire le plus possible les effets néfastes des changements climatiques sur notre environnement commun, les délégués du Commonwealth ont souligné qu'il faudrait également accorder de l'importance à la sensibilisation de la population. Malheureusement, comme certains des effets de ce phénomène sont irréversibles, il est donc absolument nécessaire de s'adapter.

Une autre question soulevée lors de la conférence était que, même si toutes les nations subiront les contrecoups des changements climatiques, ce seront les régions les plus pauvres du monde qui seront très certainement les plus gravement touchées. C'est d'autant plus regrettable qu'il s'agit également des pays qui, en raison de leur extrême pauvreté, sont les moins en mesure d'affronter les défis associés aux changements climatiques.

Bon nombre de participants africains étaient particulièrement préoccupés par la possibilité réelle que les changements climatiques entraînent une migration massive des pays en développement vers les pays développés, ce qui aurait des conséquences sociales, politiques et économiques dramatiques pour tous.

Une autre question qui préoccupait les Africains présents à la conférence était que le développement économique qu'ils attendent depuis longtemps, et qui en est encore à ses premiers balbutiements dans plusieurs pays, serait interrompu si l'entente post-Kyoto leur imposait la même réglementation sévère des émissions que celle imposée aux pays occidentaux.

Ils nous ont indiqué qu'étant donné que les pays développés avaient déjà tiré des avantages du développement économique, tout en étant par le fait même responsable de la majeure partie des changements climatiques, il allait de soi qu'ils devraient maintenant porter la majeure partie du fardeau de la réduction de ses répercussions. Ils ont ajouté qu'il serait tout à fait injuste d'avoir les mêmes attentes à l'égard des nations dont les économies commencent tout juste à se développer. Il est raisonnable d'indiquer que tous les participants à la conférence ont convenu que les changements climatiques ont frappé beaucoup plus durement les pays les plus pauvres, et que cette situation se poursuivra. Autrement dit, les pays en développement ne doivent pas commettre les erreurs que les pays occidentaux ont commises pendant qu'ils développaient leurs économies au cours des ères précédentes.

Contrairement à ce dont nous attendions, les représentants de certaines nations ne semblaient pas du tout convaincus que les nouvelles technologies permettraient de réduire considérablement la détérioration future de l'environnement mondial. Des représentants provenant surtout de pays en développement ont indiqué que le fait que les téléphones cellulaires, les satellites et les autres technologies de communications sans fil aient rapidement devancé les anciens instruments de communication conventionnels montrait bien que, si on appliquait cette force pour contrer la dégradation de l'environnement, elle permettrait aux pays les plus pauvres de lutter contre les changements climatiques.

Les grandes divergences d'opinion entre les participants quant à leurs perceptions respectives de l'approche la plus appropriée pour lutter contre les changements climatiques étaient très claires : les délégués des pays industrialisés considéraient que la technologie était la meilleure arme, tandis que les délégués des pays en développement misaient plutôt sur une approche moins axée sur la technologie. Par exemple, les délégués canadiens, britanniques et australiens vantaient les mérites des nouvelles technologies comme la séquestration du carbone, les sources d'énergie de remplacement, le charbon épuré, etc., tandis que des délégués des pays en développement croyaient qu'une approche spirituelle pourrait avoir un certain effet dans la lutte contre les changements climatiques.

Cet exemple frappant montre à quel point il sera difficile de trouver un terrain d'entente chez des représentants provenant de pays aussi différents. Il souligne également à quel point il est important que les pays du G-8 plus 5, qui génèrent 70 % des émissions mondiales, prennent l'initiative de trouver des solutions pour faire face à cette menace imminente et bien réelle. De plus, il faudra bien expliquer aux régions en

développement comment ces solutions seront bénéfiques pour l'environnement, sans toutefois nuire à leur croissance économique, qui reste fragile.

Rapports sur les séances

Séance d'ouverture

Pendant la première séance à laquelle nous avons participé, le GIEC nous a présenté un rapport à jour (le quatrième). L'expert scientifique en chef du Royaume-Uni, M. David King, a souligné qu'il nous fallait gérer les risques et élaborer un plan de lutte contre les changements climatiques pour chaque pays. L'été dernier, le Royaume-Uni a démontré qu'il fallait tenir compte des particularités des conditions climatiques propres à chaque pays, parce qu'il a été aux prises avec presque deux mois de sécheresse, immédiatement suivis d'importantes inondations. En raison de situations comme celle-là, le Royaume-Uni dépense environ 700 millions de livres (1,5 milliard de dollars canadiens) par année pour contenir les inondations et réparer les dommages qu'elles provoquent.

M. King nous a également informé qu'au fur et à mesure que des quantités massives de carbone naturellement séquestrées seront relâchées dans l'atmosphère, les conditions extrêmes ne feront que s'exacerber : les régions du monde qui sont déjà arides deviendront encore plus sèches et les zones qui sont déjà très humides le deviendront encore davantage. Pour renforcer l'idée qu'il est possible de réaliser des progrès lorsque la volonté politique de prendre des mesures décisives existe, M. King a donné l'exemple de l'interdiction d'utiliser des chlorofluorocarbones au cours des dernières décennies, qui a permis de restaurer une partie de la couche d'ozone, et de la généralisation des convertisseurs catalytiques chez les fabricants d'automobiles, qui a permis de réduire les émissions toxiques générées par les voitures.

Il nous a toutefois rappelé que toute la communauté internationale avait plus ou moins perdu une décennie au cours de laquelle des progrès plus importants auraient pu être réalisés (depuis la ratification du protocole de Kyoto). Sir David King a également souligné que chaque pays a l'obligation morale de trouver des manières de réduire ses émissions de carbone, de se tourner vers des solutions de remplacement à faibles émissions de carbone et des stratégies de conservation, et d'opter pour de nouvelles technologies dans le cadre de la campagne mondiale visant à contenir la dégradation de notre environnement. D'un autre côté, le développement doit également être durable, et dans un marché libre, il faut fixer le prix du carbone de façon réaliste.

Le professeur King a présenté une liste de quatre critères précis qui devraient être intégrés à l'entente sur les changements climatiques qui suivra le Protocole de Kyoto :

1. Il faut trouver un niveau de stabilisation qui fait l'unanimité.
2. Une cible et un échéancier clairs pour chaque pays.
3. Un système d'échange de droits d'émission de carbone qui est pleinement intégré à l'économie mondiale.
4. Le transfert en douceur des technologies et des stratégies d'adaptation des pays économiquement avancés aux pays moins développés.

Séance 2

Le point de vue du Royaume-Uni sur les changements climatiques

Au Royaume-Uni, la validité des données scientifiques qui sous-tendent la théorie sur les changements climatiques n'est plus contestée. Il s'agit maintenant d'une vérité largement acceptée, tant dans le milieu politique que dans les milieux scientifique et universitaire. La seule question qui ne fait pas encore l'unanimité : les cibles de réduction des émissions qui sont nécessaires.

Le consensus britannique semble être que ne rien faire pour lutter contre les changements climatiques sera beaucoup plus coûteux à long terme que de prendre toutes les mesures qui s'imposent maintenant pour éviter que la situation ne s'aggrave. Essentiellement, le choix entre le développement économique et la protection de l'environnement — le point de vue qui prédomine dans bon nombre de pays en développement et de pays développés — est vu comme une fausse dichotomie par les Britanniques.

Le gouvernement britannique a établi un plan ambitieux selon lequel il est possible de conjuguer développement économique et faible croissance des émissions de carbone, sans que l'un ne soit compromis en faveur de l'autre. L'histoire récente semble justifier leur confiance puisqu'au cours de la dernière décennie, l'économie britannique a connu une croissance considérable, mais elle a tout de même réussi à réduire ses émissions de carbone. Même si la position britannique a été contestée par certains délégués, le Royaume-Uni est décidé à dresser un bilan du carbone et à adopter des lois sévères sur les émissions de carbone.

Une autre question soulevée par des délégués de pays en développement était la possibilité d'instaurer un mécanisme fondé sur le marché pour dédommager les nations qui acceptent d'arrêter de pratiquer la déforestation dans les régions tropicales. Selon certaines estimations, environ 18 % de toutes les émissions de CO₂ sont attribuables à la déforestation dans les régions tropicales et subtropicales. Le président de la Guyane, qui a assisté à la conférence de l'APC au Royaume-Uni, s'est montré réceptif face à cette idée, à condition qu'un mécanisme compensatoire fiable soit mis en place.

Séance 3

Comme nous l'avons indiqué au début du présent rapport, les conséquences des changements climatiques seront effrayantes pour tous les pays, mais les défis que devront relever les pays en développement seront plus imposants que ceux que devront relever les pays développés, plus riches. Par exemple, ce sont les États qui se trouvent dans des basses terres insulaires et des deltas qui sont le plus menacés par l'élévation du niveau de la mer — États qui sont surtout situés dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie du Sud et dans le Pacifique Sud — toutes des régions relativement sous-développées. De fait, on estime qu'avec l'élévation du niveau de la mer, certaines îles pourraient disparaître complètement. Un État comme le Bangladesh, qui se trouve en grande partie dans un delta, pourrait perdre jusqu'à 17 % de sa masse terrestre actuelle.

Le Brésil, en particulier, est un exemple intéressant qui démontre qu'il est important de transférer les technologies appropriées pour aider les pays dont l'économie évolue rapidement afin qu'ils s'adaptent aux mesures restrictives mises en place pour lutter contre les changements climatiques. En effet, ce pays produit actuellement 46 % de son énergie à partir de sources renouvelables, principalement des biocarburants.

Séance 4

Un autre thème dominant qui est ressorti de cette conférence est que le monde atteindra bientôt un point de non-retour en ce qui concerne les changements climatiques, et que si la communauté internationale n'arrive pas au moins à stopper les changements climatiques, ces derniers auront de graves conséquences pour l'humanité, et ce, à plusieurs niveaux : l'économie, la sécurité et la pauvreté.

Ironiquement, même si l'efficacité énergétique s'est améliorée au cours des dernières années, les pressions exercées sur l'approvisionnement énergétique mondial par les économies en pleine croissance (particulièrement la Chine et l'Inde) ont pratiquement annulé les bienfaits environnementaux qui pourraient avoir résulté des améliorations technologiques.

Tous les participants à la conférence s'entendaient pour dire que le « maintien du statu quo » ne suffit plus, et qu'à moins que des mesures radicales ne soient adoptées et mises en œuvre par tous les grands émetteurs du monde, une catastrophe environnementale nous guette. En fait, les changements climatiques que nous commençons tout juste à observer aujourd'hui ont été causés par des changements atmosphériques qui se sont produits il y a dix ans ou plus. La plupart des experts qui ont pris la parole pendant la conférence ont convenu que nous disposons d'un délai de grâce de tout au plus 15 à 20 ans pour prendre les mesures nécessaires et ainsi éviter ce scénario catastrophique imminent.

Les énergies de remplacement — nucléaire, éolienne, marémotrice, solaire, etc. — doivent toutes être des éléments essentiels de notre arsenal collectif pour lutter contre les changements climatiques; faute de quoi, des « changements climatiques brusques et irréversibles » se produiront inévitablement.

Comme il fallait s'y attendre, de nombreux délégués ont blâmé et condamné les États-Unis dans le dossier des changements climatiques. Toutefois, on a également noté que

les États-Unis ont récemment changé leur discours officiel, qui est passé de « changements climatiques dangereux » à « changements climatiques brusques et irréversibles ». De nombreux délégués ont également convenu qu'au niveau infranational, les États-Unis ont déployé plus d'efforts que beaucoup d'autres pays développés pour réduire leurs émissions.

Les présentateurs ont cité les exemples suivants – la fonte du pergélisol et la libération de dangereuses quantités de méthane qui en a résulté, l'érosion de la calotte polaire, et l'assèchement des forêts tropicales humides de l'Amazonie – et ont indiqué qu'il s'agissait de signes avant-coureurs de ce que l'avenir nous réserve, ni plus ni moins que les « canaris de la mine de charbon », si nous ne prenons pas immédiatement des mesures radicales.

Lors de la conférence, on a également souligné que 80 % des gaz à effet de serre (GES) sont attribuables à l'augmentation de nos besoins énergétiques. Actuellement, les GES qui se trouvent dans l'atmosphère proviennent principalement des pays développés, mais à l'avenir, une proportion de plus en plus importante des GES proviendra des pays en développement. À l'heure actuelle, les États-Unis génèrent 25 % des émissions totales de GES; la Chine, 25 %; l'Union européenne, 23 %; l'Inde, 19 %; et le reste du monde n'en produit que 18 %. Au fur et à mesure que l'économie chinoise continuera de se développer, on s'attend à ce que les émissions de ce pays, ajoutées à celles des États-Unis, représente environ 50 % des émissions mondiales de GES. La dernière question abordée pendant cette séance était qu'il existe actuellement des

Séance 5

Gérer les impacts : le rôle des législateurs

a) Niveau international (après Kyoto)

En s'attaquant au problème dès maintenant, on réduirait de beaucoup les coûts qu'il faudra payer plus tard. Cependant, le succès de cette entreprise dépend en grande partie des États-Unis, de la Chine et de l'Inde.

Il faudrait également en arriver à un consensus établissant que l'augmentation de la température terrestre ne peut pas dépasser deux degrés Celsius, et que nous ne pouvons permettre qu'il y ait plus de 450 parties par million (P.P.M) de GES dans l'atmosphère. Pour cela, il faudrait réduire les GES de 80 % d'ici 2050.

On estime que pour faire ce qui doit être fait dans ce dossier, il faudrait déboursier 1 % du PIB mondial, mais que si on ne le fait pas, il faudra alors déboursier de 5 à 20 % du PIB mondial.

On prévoit également que l'augmentation du coût des aliments sera comparable à l'augmentation des coûts énergétiques, puisque le monde se tournera vers la biomasse pour produire de l'énergie. Il faudra aussi éliminer les subventions pour les combustibles fossiles, qui sont évalués à une somme variant entre 170 et 200 milliards de dollars par année.

Le défi que nous devons relever est donc d'être en mesure de prospérer dans une économie plus équitable axée sur l'émission de faibles quantités de carbone, où l'eau sera relativement rare, où le pétrole sera plus limité qu'il ne l'est aujourd'hui, et où nous consommerons l'énergie de manière hyperefficace, dans un système fermé.

Séance 6

La situation régionale

Encore une fois, la question déterminante était un sentiment d'urgence. La Chine, en particulier, est le pays qui devra relever les plus grands défis suite à l'abandon du « scénario du statu quo ». Dans ce pays, l'industrialisation rapide et la course à la prospérité ont peut-être été profitables pour 300 millions de Chinois; toutefois, si l'économie maintient son rythme actuel, on s'attend à ce que d'ici 10 ans, 200 millions de Chinois supplémentaires migrent vers les villes et deviennent plus prospères.

Comme il faudra trouver un compromis entre la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles à l'échelle internationale et l'envie irrépressible des Chinois de profiter d'une prospérité économique toujours plus grande, si nous n'arrivons pas à convaincre absolument les Chinois qu'ils doivent accepter d'opter pour une économie axée sur l'émission de faibles quantités de carbone, cette initiative s'avérera inefficace.

Les États-Unis doivent changer leur approche au niveau fédéral. Cependant, au niveau des États, on a observé plusieurs signes encourageants, particulièrement en Californie au cours des dernières années. Les faibles émissions de carbone doivent être placées au centre de l'infrastructure économique étasunienne, tout en apaisant l'inquiétude collective des Américains qui croient qu'en agissant de la sorte, le pays perdra de nombreux emplois au profit de la Chine.

L'Union européenne, quant à elle, a accepté la cible d'augmentation de température ne dépassant pas deux degrés Celsius et s'est engagée à ratifier une entente internationale ayant force obligatoire en vue de réduire les émissions sur le continent de 30 % d'ici 2020. Toutefois, si cette entente ne se concrétise pas, les émissions ne seront réduites que de 20 % à cette date. L'Union européenne prévoit atteindre cette cible en réalisant des gains de 20 % en utilisant l'énergie plus efficacement, de 20 % à l'aide de sources d'énergie renouvelables, et de 10 % à l'aide de sources d'énergie de remplacement.

Le mouvement en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone prend de l'ampleur aux États-Unis. Comme c'est souvent le cas dans d'autres secteurs, la Californie prend les devants. De fait, elle a investi trois milliards de dollars dans des projets d'énergie verte faisant appel à toute une gamme de technologies. D'ici 2012, cet État souhaite instaurer un mécanisme « de plafonds et d'échange de crédits ». Une panoplie de solutions novatrices sont présentées et celles qui connaissent du succès sont mises en œuvre à l'échelle de l'État. Comme le veut le dicton californien : « Les gagnants vont au marché, les perdants vont à Washington. »

Séance 7

Le défi des producteurs d'énergie

Voici le dilemme auquel sont confrontés les fournisseurs d'énergie de partout dans le monde : le genre humain veut plus d'énergie, mais il doit consommer l'énergie dont il dispose beaucoup plus efficacement que par le passé parce que l'atmosphère ne peut soutenir une qualité de vie acceptable sans que les émissions de carbone ne diminuent considérablement dans un avenir immédiat.

Les forces qui sous-tendent ce processus sont la croissance économique et démographique. Bref, nous devons doubler la quantité d'énergie dont nous disposons tout en réduisant les émissions de carbone de 50 %. Pour espérer réaliser cet exploit, il faut mettre en place un incitatif économique efficace. Il faut fixer le prix du carbone à l'aide d'un système mondial d'échange de droits d'émission. Il faut également investir dans la recherche et le développement pour trouver de nouvelles sources d'énergie, et uniformiser les normes et règlements sur les émissions partout dans le monde.

Le défi est donc de retirer le carbone des combustibles fossiles, parce que si vous ne vous trouvez pas à la table des solutions, vous ne serez pas au menu. La technologie de la séquestration du carbone est prête à être appliquée sur une grande échelle, et on estime qu'à elle seule, elle permettrait de réduire les émissions de 20 %.

Paradoxalement, le milieu des affaires, à l'échelle internationale, voit les changements climatiques à la fois comme un risque commercial et comme une occasion d'affaires. Pour de nombreuses entreprises, il y a un risque économique associé au respect de nouvelles lignes directrices plus strictes sur les émissions. Toutefois, aux yeux des clients et des employés potentiels, la réputation de l'entreprise risque d'être entachée si l'entreprise ne semble pas se soucier de l'environnement. De nos jours, de plus en plus d'employés hautement qualifiés exigent que les produits et pratiques de l'entreprise pour laquelle ils travaillent soient plus respectueux de l'environnement.

Séance 8

Le rôle des autres intervenants

a) Le rôle des médias – Nous n'arriverons pas à nos fins en effrayant les citoyens pour qu'ils adoptent un comportement plus écologique. Les médias ont du mal à expliquer correctement le dossier des changements climatiques en raison de sa complexité, mais également parce qu'ils ont tendance à se concentrer sur ce qui est simple, visible et immédiat. Les médias et le public aiment avoir des certitudes. Cependant, les GES ne renferment pas vraiment de certitudes parce qu'ils ne sont pas visibles, parce que la science qui les sous-tend n'est pas toujours précise, et parce que leurs effets semblent souvent projetés très loin dans l'avenir.

Les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) doivent encourager les gens à apporter des changements majeurs à leurs modes de vie, dont certains pourraient s'avérer très pénibles, et ce, sans qu'il n'y ait de garantie de succès. Les suggestions présentées pour ce faire comprenaient un mode de vie plus local et une moins grande dépendance aux modes de transport à base de carbone. D'autres suggestions étaient d'encourager ce qui fonctionne et de déconseiller ce qui ne fonctionne pas, et de taxer les bonnes choses, et non pas les mauvaises.

b) Les énergies de remplacement – Pendant cette séance, nous avons eu une discussion très large sur les solutions de remplacement qui permettraient de réduire l'utilisation des combustibles fossiles, de même que sur l'importance des nouvelles technologies comme la capture et le stockage de CO₂ (séquestration). Le principal thème de cette partie de la discussion était qu'il n'existe aucune « solution magique » pour réparer les dommages qui ont déjà été causés, mais que pour réussir, toute approche devra comprendre une combinaison convenable de différentes technologies, pratiques et stratégies.

c) Le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) - La Fédération mondiale de la faune, par exemple, est une ONG qui compte plus de cinq millions de membres à l'échelle de la planète. De telles organisations permettent de lutter contre les changements climatiques parce qu'elles comptent dans leurs rangs des personnes très motivées. Malheureusement, les ONG ne peuvent tout faire elles-mêmes. Par conséquent, la meilleure approche à adopter serait de miser sur les efforts et l'énergie des ONG et de les conjuguer à la capacité organisationnelle et opérationnelle des gouvernements.

Séance 9

Gagnants du prix Ashden pour le développement durable

Pendant cette séance, un certain nombre de projets ont été présentés aux délégués. Il s'agissait de solutions novatrices pour lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement. Les présentations portaient sur des projets dans les trois pays suivants :

1) Bangladesh : Des bateaux scolaires qui fonctionnent à l'énergie solaire et qui desservent des élèves situés en aval et en amont de rivières, et qui n'auraient pas accès à l'éducation autrement.

2) Tanzanie : Utilisation de la biomasse pour produire des briques réfractaires et construire des maisons beaucoup plus durables.

3) Philippines : Construction de simples pompes à piston plongeur pour déplacer l'eau grandement nécessaire, tant pour la consommation que pour l'agriculture.

Séance 10

La prochaine génération

Pendant la dernière séance, on a présenté un certain nombre d'autres initiatives. On a ainsi décrit un projet scolaire mis sur pied à Manchester, en Angleterre, où des étudiants jouent un rôle actif dans l'inspection du bâtiment scolaire et des alentours, en tentant de déterminer où il serait possible de réaliser des économies d'énergie.

Dans cette école, les étudiants ont rempli une fonction éducative en sensibilisant leurs camarades de classe, leurs enseignants et leurs parents à la question environnementale, tout en favorisant un « virage écologique » dans leur environnement scolaire.

Pendant la séance finale, on a discuté d'un autre programme baptisé « Sandwatch », qui vise à aider les pays insulaires à surveiller leurs plages pour déceler des signes d'érosion.

Les présentateurs ont ensuite encouragé toutes les personnes présentes à consulter le site Web http://www.ashdenawards.org/finalists_UK_2007, où ils trouveront des vidéos montrant comment différentes entreprises, institutions publiques et écoles du Royaume-Uni ont intégré des programmes écologiques à leurs cultures organisationnelles et activités quotidiennes.

La récapitulation prévoyait la préparation d'un communiqué final, de même qu'un exposé de M. Malloch-Brown, qui nous a avertis de ne pas entretenir trop d'espairs face à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Bali, en Indonésie, parce qu'elle ne marquera que le début de négociations qui seront inévitablement longues, ardues et très probablement litigieuses, et qui nous mèneront à la réunion de Copenhague en 2009.

Respectueusement soumis,

M. Russ Hiebert, député, président,
Section canadienne
de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) pour
l'honorable John McKay, C.P., député et M. Bob Mills, député.

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Colloque sur les changements climatiques organisé par la section du Royaume-Uni
DESTINATION	Londres, Royaume-Uni
DATES	Du 26 au 30 novembre 2007
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable John McKay, C.P., député M. Bob Mills, député
PERSONNEL	
TRANSPORT	7,375.14 \$
HÉBERGEMENT	\$
HOSPITALITÉ	\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	430,00 \$
CADEAUX OFFICIELS	\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	\$
TOTAL	7,805.14 \$